

VADE-MECUM DE L'UTILITÉ DE L'INVESTISSEMENT EN INFRASTRUCTURES



AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ **P.02**

IL Y A URGENCE **P.07**

DES LEVIERS POUR AGIR **P.11**



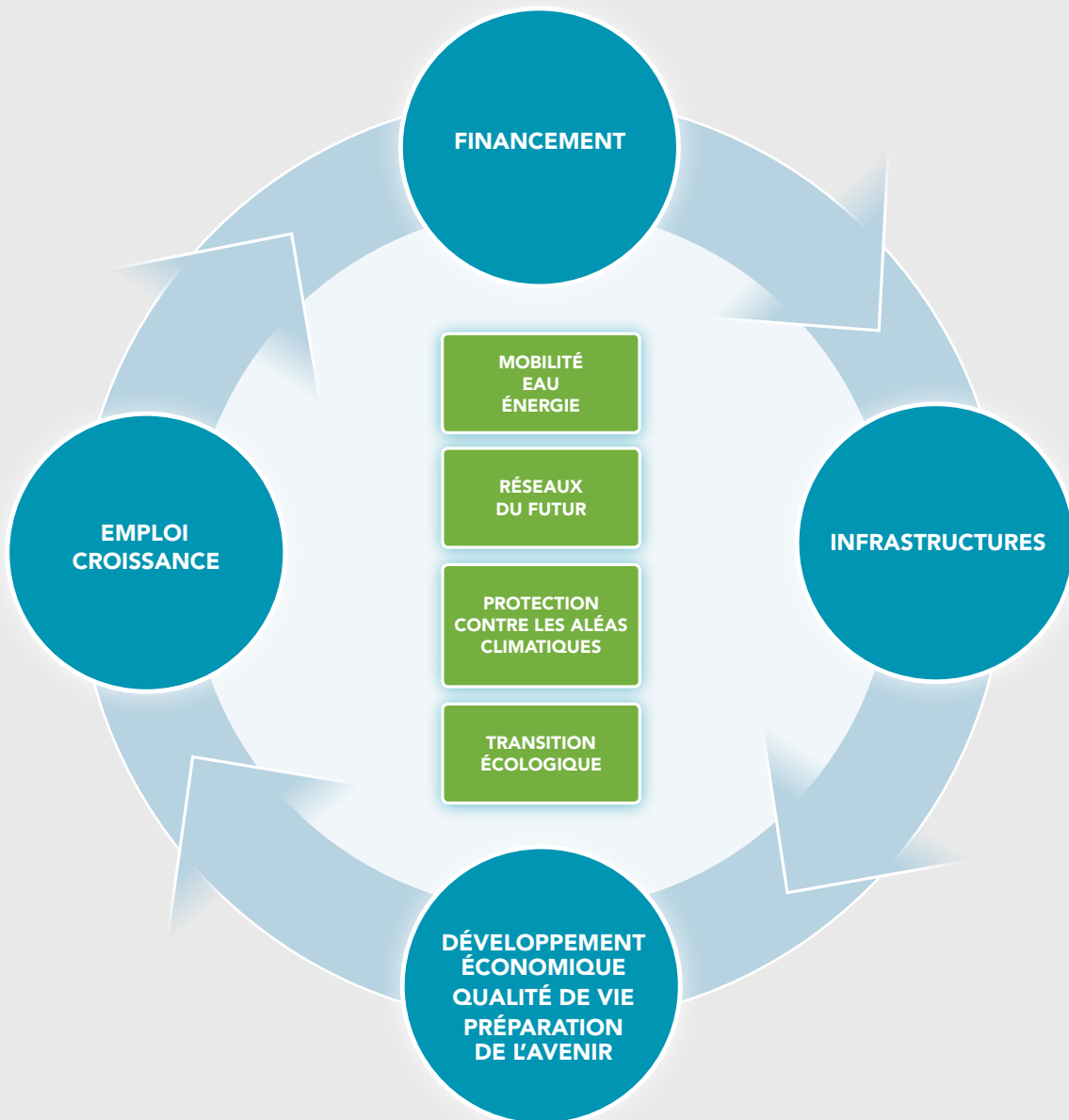
EN PARTENARIAT AVEC :



AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ



LE CERCLE VERTUEUX DES INFRASTRUCTURES



INVESTIR DANS LES INFRASTRUCTURES CRÉE DE L'EMPLOI



260 000

SALARIÉS

travaillent directement dans les entreprises de Travaux Publics.

95 000 salariés travaillent dans la filière TP : maîtrise d'œuvre privée, fournisseurs de matériels et matériaux, entreprises de service

1 M€

SUR UN CHANTIER = 10 EMPLOIS DIRECTS ET INDIRECTS

7 emplois sur le chantier, intérimaires compris / **3 emplois** chez les fournisseurs des Travaux Publics

Les chantiers de Travaux Publics créent et maintiennent des emplois locaux qui assurent à **355 000 foyers** une source de revenus durables.

Ce sont des emplois dans des métiers variés, pour toutes les catégories sociales et qui à **25 %** concernent des salariés de moins de 30 ans (contre **20 %** tous secteurs confondus).

En parallèle, les chantiers stimulent l'activité locale, les commerces et les fournisseurs des entreprises de Travaux Publics.

■ Un chantier, ce sont des emplois pour les salariés des entreprises concernées par la construction
+ des emplois créés ou maintenus sur un territoire grâce à l'infrastructure.

PLUS DE 4 MILLIONS D'EMPLOIS SONT DIRECTEMENT LIÉS AUX INFRASTRUCTURES



PRÈS D'UN EMPLOI SUR QUATRE DANS LE SECTEUR PRIVÉ

ILS ONT BESOIN D'INFRASTRUCTURES DE QUALITÉ :



2,3 MILLIONS

D'EMPLOIS LIÉS À LA ROUTE



1,3 MILLION

D'EMPLOIS LIÉS À LA LOGISTIQUE ET AU TRANSPORT



100 000

EMPLOIS DANS L'AÉRONAUTIQUE



12 000

SALARIÉS DANS L'INDUSTRIE FERROVIAIRE



21 000

EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE NAVALE



142 000

EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE DE L'ÉNERGIE



170 000

EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE DE L'EAU ET DE TRAITEMENT DES DÉCHETS

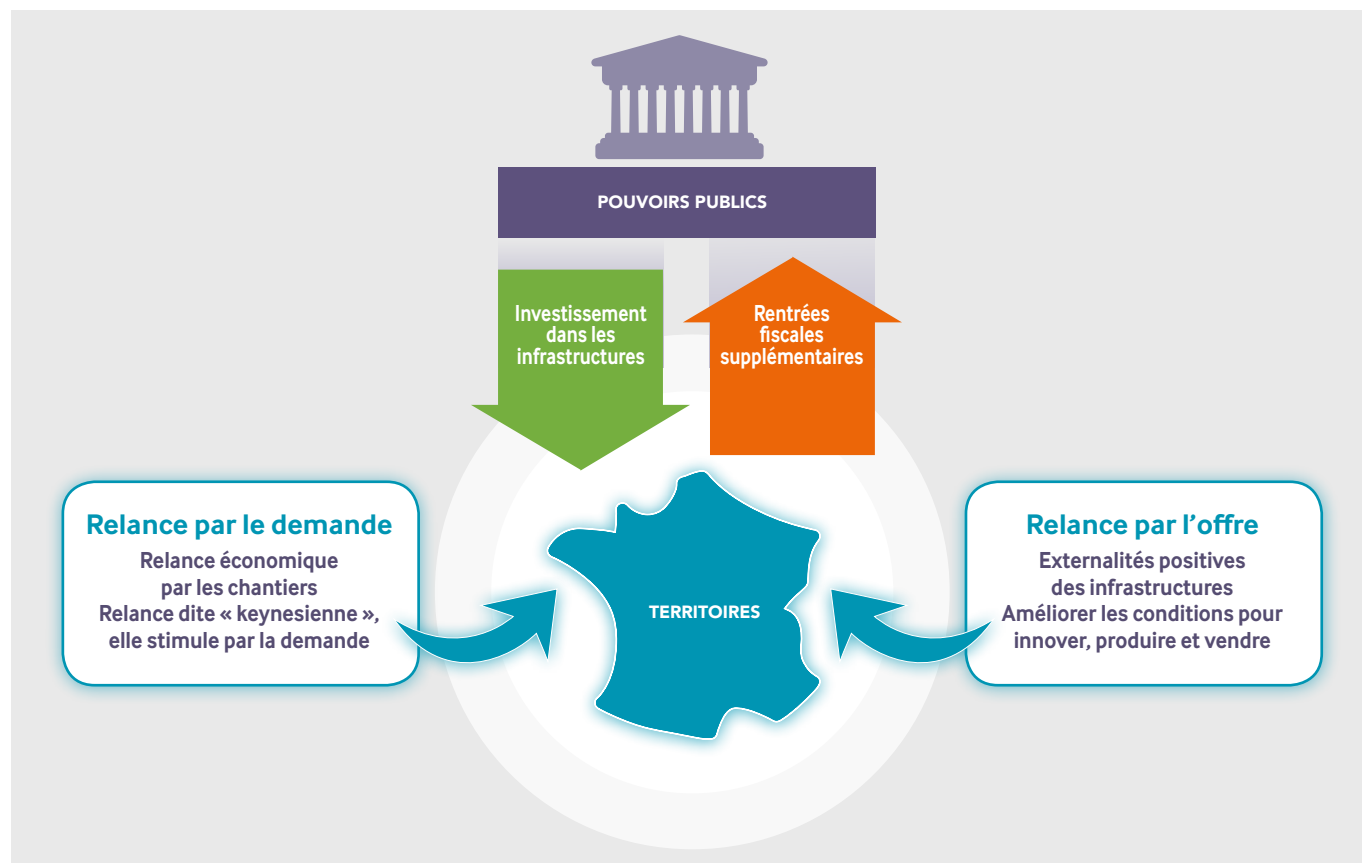


170 000

EMPLOIS DANS LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

■ 355 000 salariés participent à la conception, la construction et l'entretien des réseaux de notre pays. Mais ces réseaux sont également indispensables aux 4,2 millions de salariés et aux entreprises dont l'activité concerne le transport, la logistique, l'énergie, l'eau, le traitement des déchets...

LES INFRASTRUCTURES STIMULENT LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE



Moderniser et développer les réseaux, c'est faciliter la production, les échanges et l'innovation. Les études économiques s'accordent sur deux points concernant les dépenses en infrastructures :

1. Elles sont indispensables au développement économique d'un pays.

Investir dans les infrastructures, c'est certes initier une relance classique par la demande mais c'est surtout améliorer l'offre et créer les conditions pour une croissance durable.

2. Elles sont neutres pour les ratios d'endettement public.

Investir dans les infrastructures est neutre pour le ratio **PIB/dette publique** en raison notamment de la capacité des infrastructures à soutenir la croissance économique sur une longue période. Le FMI estime par exemple qu'un point de PIB investi dans les infrastructures augmente la production de 0,4 % la première année et 1,5 % après quatre ans.

LA QUALITÉ DES INFRASTRUCTURES RENFORCE LA COMPÉTITIVITÉ DES TERRITOIRES

Pour les citoyens, un effort d'équipement et d'entretien des réseaux locaux signifie avant tout un marché de l'emploi plus étendu, un stress réduit et une meilleure qualité de vie : gain de temps, accès aux services, sécurité...

L'attractivité d'un territoire pour les entreprises et les investisseurs dépend au moins autant de la qualité des infrastructures de Travaux Publics que du coût du travail ou de la qualité de la main-d'œuvre.

La qualité des réseaux joue un rôle crucial dans les choix d'implantation, comme le soulignent régulièrement différentes études internationales : des infrastructures performantes étendent la zone de chalandise et de recrutement des entreprises, réduisent les risques liés à l'éloignement des clients ou fournisseurs et offrent une bonne intégration aux flux mondiaux.



INVESTIR DANS LES INFRASTRUCTURES, C'EST ANTICIPER LES BESOINS DE DEMAIN

Soutenir la croissance future



Les pratiques numériques et la dématérialisation bouleversent nos sociétés... mais ont besoin de lourds investissements matériels pour exister ! À l'ère du Big Data, des réseaux intelligents, des nouvelles industries digitales et des relais de croissance émergents, le Très Haut Débit est devenu une priorité.

COMBIEN ONT RAPPORTÉ LES RÉSEAUX TÉLÉCOMS JUSQU'À PRÉSENT ?

1 €

INVESTI DANS LES RÉSEAUX TÉLÉCOMS

6 €

DE RICHESSES PRODUITES

3 €

DE RECETTES FISCALES ET SOCIALES POUR L'ÉTAT

1 EMPLOI DANS LA CONSTRUCTION ET L'ENTRETIEN DU TRÈS HAUT DÉBIT



10 EMPLOIS GÉNÉRÉS INDIRECTEMENT PAR LA PRÉSENCE DES INFRASTRUCTURES.



S'ENGAGER SUR LES NOUVELLES MOBILITÉS

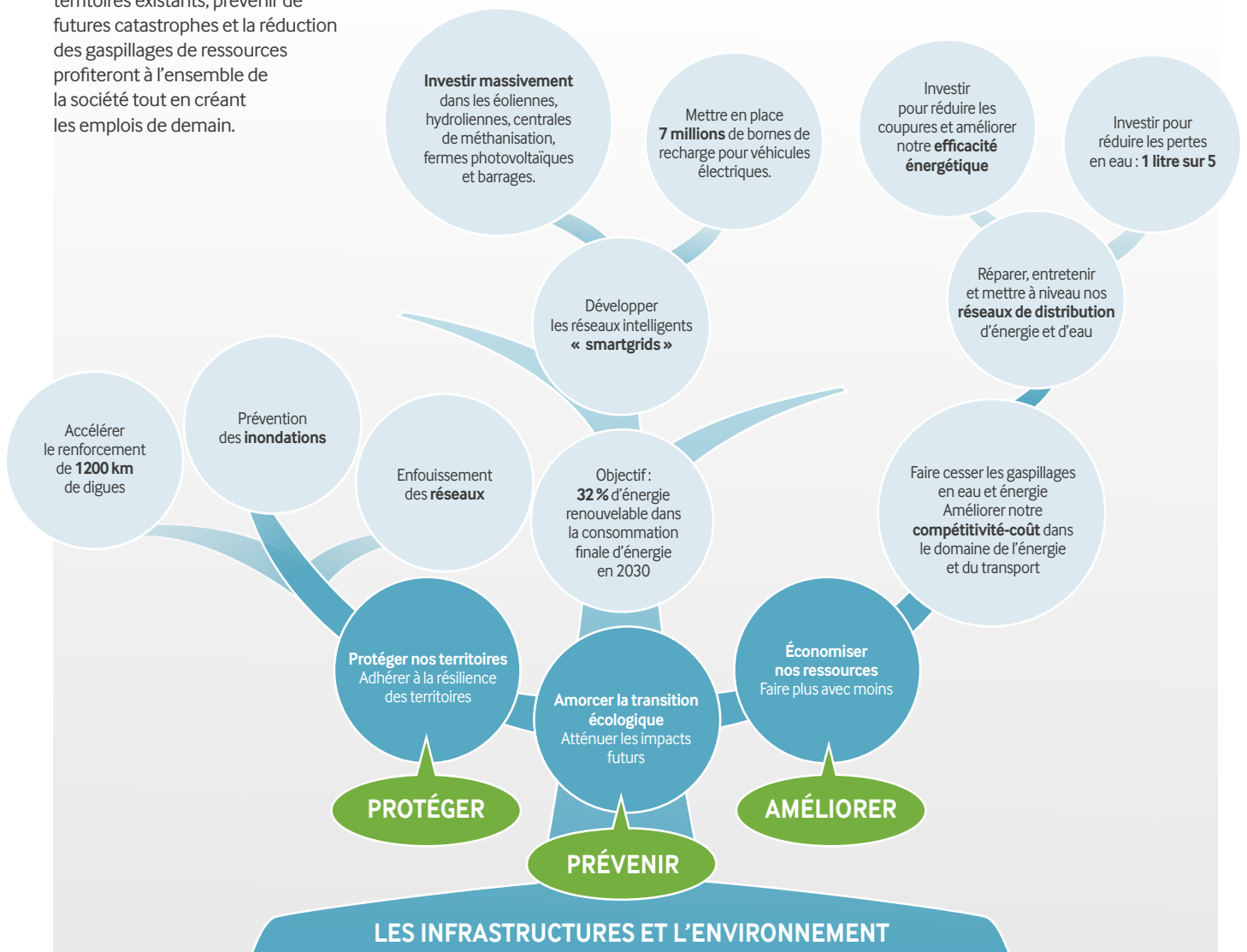


Le déploiement de dix millions de véhicules électriques et hybrides créerait 200 000 emplois en France, selon le PREDIT¹. Cependant, un tel changement ne peut s'initier sans l'existence de réseaux de bornes électriques sur l'ensemble du territoire français. Le projet de 7 millions de points de recharge de la loi pour la transition énergétique pourrait répondre à cet enjeu...

mais il est urgent de passer à l'action : seules 9500 bornes sont actuellement en place selon l'Association nationale pour le développement de la mobilité électrique.

RELEVER LE DÉFI ENVIRONNEMENTAL

Bâtir un avenir meilleur ne pourra se faire sans investissements en infrastructures. Protéger les territoires existants, prévenir de futures catastrophes et la réduction des gaspillages de ressources profiteront à l'ensemble de la société tout en créant les emplois de demain.



1. Programme de Recherche et d'Innovation dans les Transports Terrestres.

IL Y A URGENCE



LE SCÉNARIO CATASTROPHE DES INFRASTRUCTURES FRANÇAISES

Scène 1

La crise économique impacte les finances publiques.

Les États mettent en place des politiques budgétaires restrictives pour contenir l'endettement.

Scène 2

L'investissement en infrastructures est la première cible des restrictions budgétaires.

Scène 3

Les conséquences négatives se font sentir tant dans le quotidien des Français que dans le décrochage de la France dans les classements internationaux de compétitivité.

CRISE ÉCONOMIQUE

RÉDUCTION DES MARGES DE MANŒUVRE FINANCIÈRES DES ÉTATS

AU DÉTRIMENT DES INFRASTRUCTURES

DÉGRADATION PAR MANQUE D'ENTRETIEN

RETARD DANS LE DÉVELOPPEMENT DES NOUVEAUX RÉSEAUX

IMPACTS NEGATIFS POUR LES TERRITOIRES, LES ENTREPRISES, LA POPULATION

Scène 4

- ➔ Un litre sur cinq d'eau potable perdu en raison des canalisations dégradées.
- ➔ 17 Md€ perdus dans les embouteillages.
- ➔ 97 minutes de coupure électrique par habitant en 2013.
- ➔ 1 million de minutes de retard pour les TGV en 2013.
- ➔ Plus d'un train sur dix en retard.

Nous y sommes déjà !

Scène 5

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DU PAYS SE DÉGRADE.

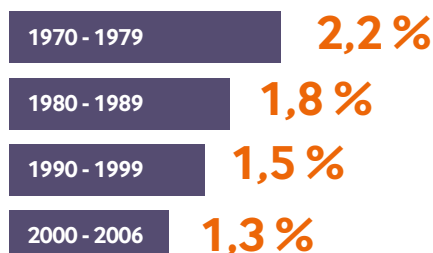
- ➔ La compétitivité est grevée par la dégradation d'infrastructures stratégiques,
- ➔ Des opportunités sont manquées par l'absence de réseaux de qualité,
- ➔ Le coût de la remise à niveau des infra-structures détériorées croît fortement.

Nous devons éviter cette catastrophe

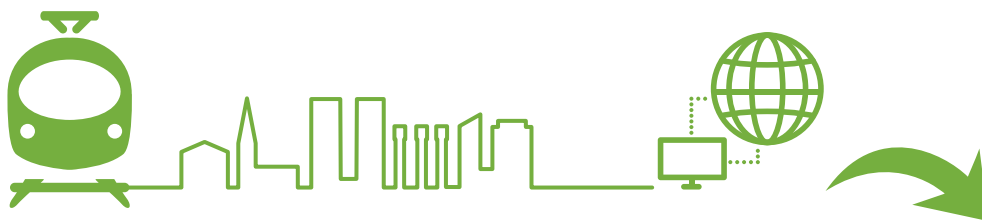
DES RÉSEAUX DÉLAISSÉS

Le recul de l'effort d'équipement de la France est antérieur à la crise de 2009. Depuis trois décennies, la part de l'investissement dans les transports et les communications dans le PIB ne cesse de se réduire ; les récentes coupes dans les dépenses dans les infrastructures ne font qu'amplifier cet abandon.

Investissement dans les secteurs des transports et des communications, en pourcentage du PIB



Source : OCDE



L'ABANDON DES AMBITIONS FRANÇAISES EN MATIÈRE D'INFRASTRUCTURES

Ce qui devait être investi :



2 MILLIARDS D'EUROS
RENOUVELLEMENT
DES CANALISATIONS



2 MILLIARDS D'EUROS
INVESTISSEMENT DANS
LES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES



2,5 MILLIARDS D'EUROS
DE BUDGET POUR L'AGENCE
DE FINANCEMENT DES
INFRASTRUCTURES DE
TRANSPORT DE FRANCE (AFITF)

Ce qui est réellement investi :

0,8 MILLIARD D'EUROS
POUR LES CANALISATIONS

0,8 MILLIARD D'EUROS
POUR LES RÉSEAUX
DE DISTRIBUTIONS ÉLECTRIQUE

1,7 MILLIARD D'EUROS
POUR LES INFRASTRUCTURES
DANS LE BUDGET 2015
DE L'AGENCE DE FINANCEMENT
DES INFRASTRUCTURES
DE TRANSPORT DE FRANCE
(AFITF)

— Chute de 30 %
de l'entretien des routes par
les départements en 5 ans



DES INFRASTRUCTURES QUI SE DÉTÉRIORENT

La vision d'une France bien équipée et couverte par des réseaux de qualité est désormais une image du passé. A l'échelle internationale, la perte d'ambition en matière d'infrastructures et l'illusion d'une bonne qualité des réseaux entraîne un décrochement de la France par rapport aux autres pays.

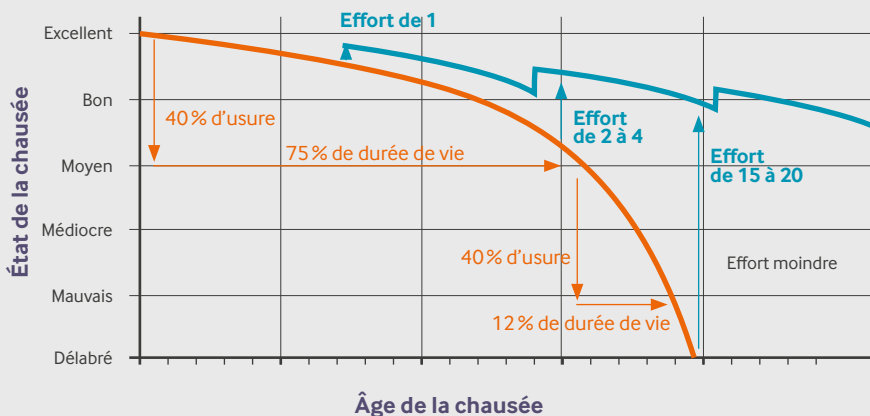
Dans la course pour attirer des investissements internationaux, des emplois et de l'innovation, la France est en train de gâcher son principal atout.

UN DÉCROCHAGE DE LA FRANCE DANS LES CLASSEMENTS INTERNATIONAUX

Position de la France dans le classement
Global Competitiveness Report du Forum Economique Mondial

Qualité de...	Classement 2008-2009	Classement 2014-2015
...L'ENSEMBLE DES INFRASTRUCTURES	4 ^e	10 ^e
...ROUTES	1 ^{er}	4 ^e
...INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES	2 ^e	6 ^e
...PORTS	10 ^e	32 ^e
...AÉROPORTS	5 ^e	17 ^e

NE PAS ENTRETENIR AUJOURD'HUI COÛTERA PLUS CHER DEMAIN



“ Ne pas investir 1€ dans l'entretien d'une route aujourd'hui revient à augmenter notre dette de 10€ demain ”

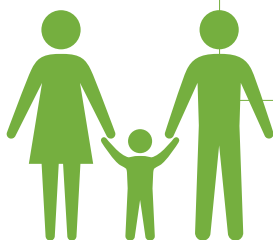
Source : USIRF

Croire que la diminution de la dépense consacrée à l'investissement en infrastructures participera durablement à la réduction des déficits est une illusion d'optique.

Les investissements non réalisés peuvent coûter plus chers à l'avenir : dans le domaine des infrastructures, les économies d'aujourd'hui sont les dettes de demain.

UN EFFONDREMENT DE LA QUALITÉ DE SERVICE

Le désengagement des pouvoirs publics dans l'entretien, le renouvellement et la mise à niveau des infrastructures se répercute sur l'ensemble de la population.



À court terme, des réseaux dégradés, c'est la sécurité des usagers qui est en jeu, ce sont aussi des heures perdues dans les embouteillages, les retards de train et dans les transports en commun.

Quasiment tous les réseaux existants sont fragilisés. Les nids-de-poule se multiplient, y compris dans des tronçons routiers fréquentés. Les retards de train s'accumulent. Des ponts ferment, alors qu'ils nécessitent la plus vive attention pour éviter toute catastrophe. En parallèle, les coupures électriques et les pertes en eau font perdre de précieuses ressources à l'ensemble de la société.



1 PONT FERMÉ
CHAQUE JOUR
PAR MANQUE D'ENTRETIEN



72 000 PONTS MENACÉS
PAR LA CORROSION
DES ARMATURES



63% DES BARRAGES
PRÉSENTENT UN RISQUE MAJEUR
DE DÉGRADATION



1L SUR 5
D'EAU POTABLE PERDU EN RAISON
DE CANALISATIONS DÉGRADÉES



17 MILLIARDS D'EUROS
PERDUS DANS
LES EMBOUTEILLAGES



97 MINUTES
DE COUPURE ÉLECTRIQUE
PAR HABITANT EN 2013



1 MILLION DE MINUTES
CUMULÉES DE RETARD DE TGV EN 2013



PLUS D'1 TRAIN SUR 10
EN RETARD

DES LEVIERS POUR AGIR



L'INVESTISSEMENT : CLEF DE L'AVENIR

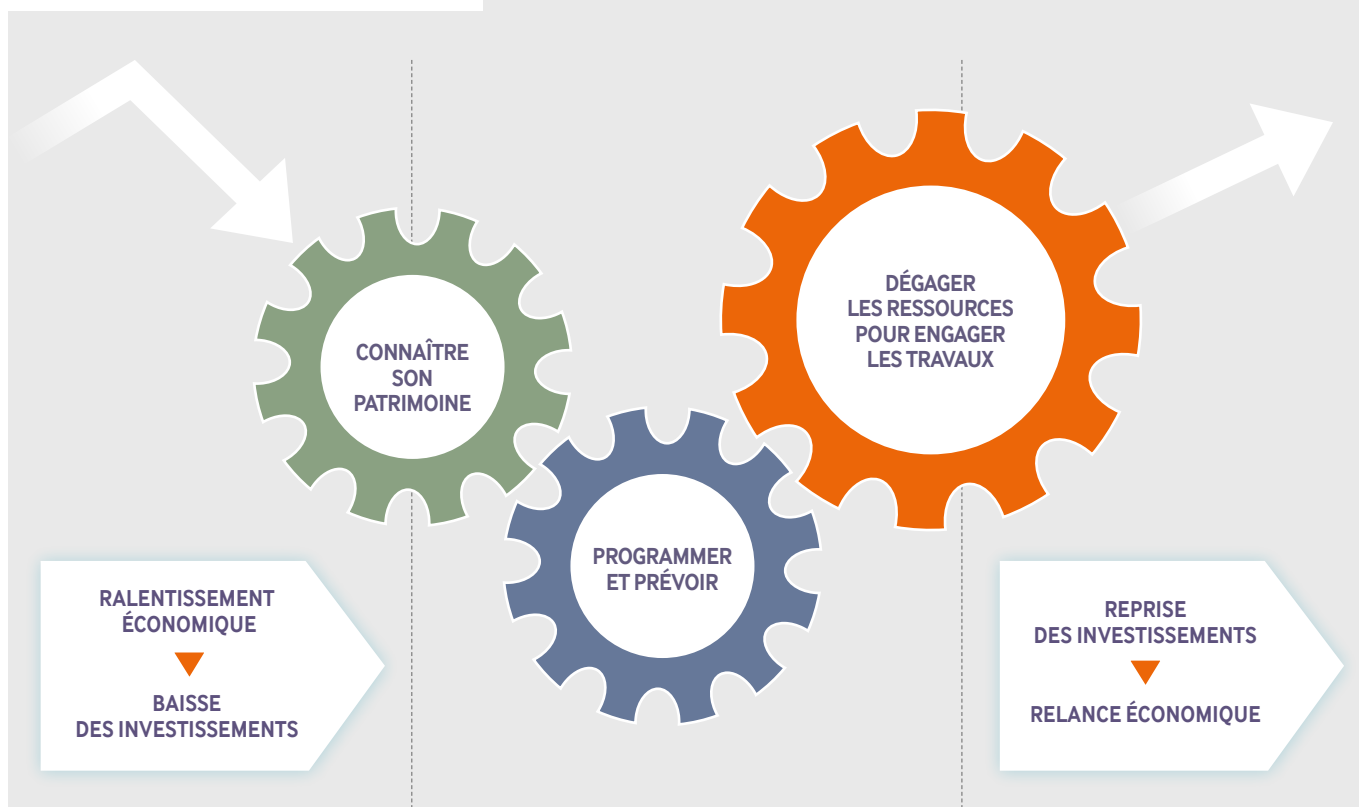
Les collectivités représentent 71 % de l'investissement public et la moitié de l'investissement total dans les infrastructures.



Ces investissements locaux stimulent l'ensemble de l'économie française, tout en générant ou maintenant des emplois locaux, non-délocalisables, entraînant des effets multiplicateurs pour l'activité des territoires.

En sus des effets positifs propres à la présence de réseaux de qualité sur un territoire, l'entretien, la mise à niveau et la construction d'infrastructures constituent de véritables amortisseurs anti-crise et des circuits de redistribution efficaces. En période de ralentissement économique ou de récession, ce rôle contra-cyclique est essentiel.

UN EFFET CONTRA-CYCLIQUE



SE DONNER LES MOYENS DE SES AMBITIONS

L'entretien et la modernisation de réseaux vieillissants et l'investissement dans de nouvelles infrastructures sont des priorités et des attentes fortes pour l'ensemble des citoyens.

61% des Français considèrent que les élus doivent développer et entretenir des équipements publics de qualité même si cela nécessite des investissements.²

Malheureusement, les collectivités locales font face à de fortes tensions sur leurs budgets. Leurs dépenses de fonctionnement continuent de croître à un rythme supérieur à leurs recettes, pénalisant leur capacité à investir.

Pourtant, les collectivités ont toutes les raisons d'agir : elles représentent **21 %** de la dépense publique totale mais seulement **9,5 %** de la dette publique.

Des marges de manœuvre existent.

En jouant sur l'optimisation de certaines dépenses, tout en cherchant de nouvelles ressources, les collectivités peuvent retrouver les moyens de leurs ambitions.

Elles peuvent en effet mobiliser différents leviers, à adapter à leurs situations spécifiques : endettement, fiscalité, économies de fonctionnement, solutions innovantes doivent être au cœur de leur action pour dégager de nouvelles marges de manœuvres.

TROIS TYPES DE LEVIERS POUR L'INVESTISSEMENT LOCAL



Débloquer des ressources

- ➔ **Endettement :**
Profiter des taux d'intérêts historiquement bas (1,5 % / 2 %)
- ➔ **Agir sur la fiscalité locale**
- ➔ **Accroître la part financée par l'utilisateur**
- ➔ **Utiliser de nouvelles ressources** (amendes de stationnement, gestion active du patrimoine...)



Optimiser les dépenses

- ➔ **Réduire progressivement les dépenses de personnels**
- ➔ **Mutualiser certains services**
- ➔ **Effectuer transferts et rassemblements de compétences**
- ➔ **Développer la fusion de communes**



Innover

- ➔ **Partenariats Public-Privé**
- ➔ **Contrats de performance**
- ➔ **Ouverture des marchés aux variantes**
- ➔ **Crowdfunding** (« Financement par la foule »)

2. Sondage BVA auprès de 6 500 Français en mars 2013.